



# Hendaye

RÉVISION GENERALE DU PLAN LOCAL D'URBANISME

## 5.7. Règlement Local de Publicité (RLP)

### Dossier d'approbation

*Conseil communautaire du 22 Février 2020*





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

# VILLE D'HENDAYE

64700

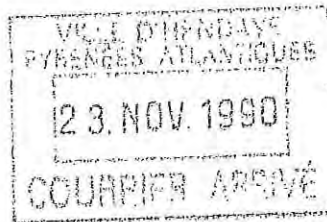
## EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE

N° : 238-90

Objet :

CREATION D'UNE ZONE DE  
PUBLICITE RESTREINTE

Le Maire de la Ville d'Hendaye,



VU le Code des Communes,

VU la Loi N° 79-1150 du 29.12.1979 relative à la publicité  
aux enseignes et préenseignes,  
VU le Décret N° 80-923 du 21.11.1980 portant règlement  
national de la publicité en agglomération

VU le Décret 80-924 du 21.11.1980 fixant la procédure  
d'institution des zones de réglementation spéciale,  
VU le Décret N° 82-220 du 25.2.82 concernant les emplace-  
ments réservés à l'affichage d'opinion et aux associations  
sans but lucratif.

VU le Décret N° 82-211 du 24.2.82 portant règlement  
national des enseignes.

VU la délibération du Conseil Municipal en date du  
26.4.1989 acceptant le principe de création d'une zone  
de publicité restreinte à HENDAYE

VU l'avis favorable de la Commission des sites en date  
du 25/7/90

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 29/10/90  
adoptant le projet de réglementation de la publicité sur le  
territoire de la Commune.

### ARRETE

ARTICLE 1/ La réglementation particulière définissant  
des zones de publicité restreinte et des zones de publicité  
interdite, annexée au présent arrêté est applicable  
sur le territoire de la Commune d'Hendaye à compter  
du 1er NOVEMBRE 1990.

ARTICLE 2/ M.le Maire et M.le Commissaire de Police  
sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution  
du présent arrêté dont une ampliation sera transmise

à :  
Monsieur l'Architecte des Batiments de France

Monsieur le Sous Préfet de Bayonne,

Les agents publicitaires

M.le Commissaire de Police,

Etant précisé que conformément au décret du 28/11/83,  
les voies de recours contre cet arrêté peuvent être  
exercées dans le délai de 2 mois suivant la présente  
notification devant le Tribunal Administratif de PAU.

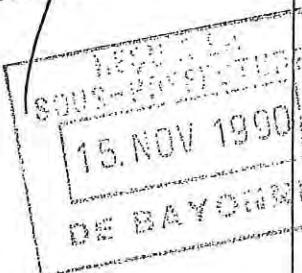
Pour ampliation, certifiée conforme

Hendaye, le 1er NOVEMBRE 1990

le Maire,

POUR LE MAIRE et par DÉLÉGATION :  
Le Secrétaire Général,

B. DALLIES



Arrêté publié le :

ou

Notifié le :

Transmis en sous-préfecture

le

Le Maire,

HENDAYE LE 1er NOVEMBRE 1990

LE MAIRE,

## P U B L I C I T E

\*\*\*\*\*

OBJET - Le présent règlement a pour objet de préserver le cadre de vie dans la commune, en instituant des prescriptions plus contraignantes en matière de publicité que celles relevant du régime général de la Loi du 29.12.1979.

DEFINITION - Constitue une publicité, à l'exclusion des enseignes et des préenseignes, toute inscription, forme ou image destinée à informer le public ou attirer son attention, les dispositifs dont le principal objet est de recevoir les dites inscriptions, formes ou images, étant assimilés à des publicités.

PUBLICITE LUMINEUSE - Il s'agit de la publicité réalisée à l'aide d'une source lumineuse spécialement prévue à cet effet.

DISPOSITIONS COMMUNES A TOUS LES MODES DE PUBLICITE - LOCALISATION DE L'INTERDICTION DE TOUTE FORME PUBLICITAIRE

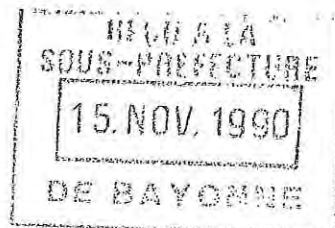
Les dispositions suivantes sont applicables sur le territoire communal.

La publicité est interdite dans toutes les zones classées dans le P.O.S. en zone naturelle, en sites inscrits et sites classés, périmètres de protection de monuments historiques jusqu'à 100 m dans le champ de visibilité de ces monuments, zones non aedificandi, les espaces boisés classés et les lotissements situés en bordure de la route de l'Empereur et de l'avenue de Lissardy.

CLAUSE - En cas de servitude (canalisation...), le déplacement de tout support publicitaire sera effectué sur simple réquisition du Maire et sans frais pour la commune.

MODELES INTERDITS DE PUBLICITE LUMINEUSE - REGLEMENT GENERAL

La publicité lumineuse est interdite sur les monuments naturels, les poteaux de transport et de distribution électrique, les installations d'éclairage public ainsi que les équipements publics, sur les murs de clôtures et autres éléments de clôture.



## DISPOSITIFS PUBLICITAIRES SCELLES OU INSTALLES DIRECTEMENT AU SOL

### 1 - IMPLANTATION DES PORTATIFS PAR RAPPORT AUX EMPRISES PUBLIQUES ET AUX VOIES

Les portatifs sont installés à une distance égale à  $\frac{1}{2}$  fois leur hauteur par rapport à l'alignement.

### 2 - IMPLANTATION DES PORTATIFS PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES ET AUX CONSTRUCTIONS VOISINES

Deux portatifs peuvent être accolés dos à dos parallèlement de part et d'autre de la limite séparative s'ils sont de même dimension. Leur interdistance sera de 1 mètre maximum.

### 3 - IMPLANTATION DES PORTATIFS EN SURPLOMB DU DOMAINE PUBLIC

L'implantation des portatifs en surplomb du domaine public est interdite, à l'exception des portatifs destinés à l'affichage d'opinions et des associations sans but lucratif.

### 4 - L'IMPLANTATION DES PORTATIFS LES UNS PAR RAPPORT AUX AUTRES ET PAR RAPPORT AUX DISPOSITIFS MURAUX SUR LA MEME UNITE FONCIERE

a) L'implantation des portatifs côte à côte est limitée à deux. Leur écartement ne pourra dépasser 50 cm.

b) L'implantation de portatifs et de dispositifs muraux sur une unité foncière est limitée à un seul emplacement.

### 5 - HAUTEUR ET SURFACE DES PORTATIFS

La surface des portatifs réservée à l'affichage n'excèdera pas 12 m<sup>2</sup> et la hauteur de 6 m.

## DISPOSITIFS PUBLICITAIRES ACCOLES A UN MUR

### 1 - DISPOSITIFS MURAUX EN SURPLOMB DU DOMAINE PUBLIC

a) Les dispositifs publicitaires pourront être accolés à un mur édifié à l'alignement de la voie à la condition que celle-ci soit munie d'un trottoir d'une largeur supérieure ou égale à 1 m 30.

b) Les dispositifs seront placés parallèlement au mur et ne pourront excéder 0,18 m de saillie par rapport au nu du mur de clôture.

## 2 - DISPOSITIFS MURAUX PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES ET AUX CONSTRUCTIONS VOISINES

Sont interdits les dispositifs accolés à un mur édifié en limite séparative de propriété et dirigés vers la propriété voisine, sauf accord express du propriétaire voisin.

Les dispositifs muraux sont interdits à moins de 10 m d'une baie d'un immeuble d'habitation situé sur un fonds voisin.

Un seul dispositif mural sera autorisé sur une unité foncière.

## 3 - HAUTEUR ET SURFACE D'UN DISPOSITIF ACCOLE AU MUR

La hauteur doit être comprise entre 0,5 et 5 m au dessus du niveau du sol. La surface est limitée à 12 m<sup>2</sup>.

## 4 - INSTALLATION DES DISPOSITIFS MURAUX LES UNS PAR RAPPORT AUX AUTRES ET PAR RAPPORT AUX PORTATIFS SCELLES AU SOL

Un seul dispositif publicitaire est autorisé par surface murale.

\*\*\*\*\*

## E N S E I G N E S

DEFINITION : Constitue une enseigne toute inscription, forme ou image, apposée sur un immeuble et relative à une activité qui s'y exerce.

### DISPOSITIONS COMMUNES A TOUS LES MODES D'ENSEIGNES

#### 1 - LOCALISATION DE L'INTERDICTION DES ENSEIGNES

Les enseignes de couleur dominante verte, orange et rouge sont interdites à moins de 50 mètres d'un carrefour lorsqu'elles sont implantées à une distance inférieure à 1 fois  $\frac{1}{2}$  leur hauteur par rapport à l'alignement.

#### 2 - MODELES D'ENSEIGNES INTERDITS

Tout modèle doit être autorisé après avis du Maire.

### ENSEIGNES SCHELLES AU SOL (Portatifs)

#### 1 - IMPLANTATION DES ENSEIGNES EN PORTATIF PAR RAPPORT AUX EMPRISES PUBLIQUES ET AUX VOIES

a) Les enseignes de plus de 1 m<sup>2</sup> et d'une hauteur supérieure à 1,5 M sont installées à une distance égale à 1 fois  $\frac{1}{2}$  leur hauteur par rapport à l'alignement.

b) A la suite de modification des lieux ou de travaux de voirie, l'implantation des portatifs devra respecter les dispositions ci-dessus à la charge du propriétaire du terrain.

#### 2 - IMPLANTATION DES ENSEIGNES EN PORTATIF EN SURPLOMB DU DOMAINE PUBLIC

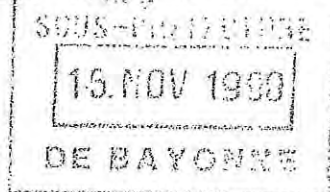
La saillie en surplomb du domaine public ne peut excéder 0,80 M.

S'il existe un trottoir d'une largeur inférieure à 1,30 M, l'enseigne devra se trouver à une hauteur d'au moins 4,30 M.

Dans le cas contraire, la hauteur sera au minimum de 3 M.

#### 3 - IMPLANTATION DES ENSEIGNES EN PORTATIF PAR RAPPORT AUX LIMITES SEPARATIVES ET AUX CONSTRUCTIONS VOISINES

Deux portatifs, d'une superficie maximum de 4 m<sup>2</sup>, peuvent être accolés dos à dos sur la limite séparative s'ils signalent des activités s'exerçant sur 2 fonds voisins et s'ils sont de mêmes dimensions. Leur interdistance sera d'un mètre maximum.



#### 4 - IMPLANTATION DES PORTATIFS LES UNS PAR EAPPORT AUX AUTRES ET PAR RAPPORT AUX ENSEIGNES MURALES SUR UNE MEME UNITE FONCIERE

Par tranche de 50 m , une seule enseigne, portative et murale sera autorisée.

#### 5- HAUTEUR DES ENSEIGNES SUR PORTATIF

La hauteur mesurée à partir du sol est limitée à 5 m ( chaque demande d'implantation fera l'objet d'un examen particulier).

#### 6-SURFACE DES ENSIGNES SUR PORTATIF

La surface des enseignes sur portatif est limitée à 9 m<sup>2</sup>.

### ENSEIGNES MURALES

#### 1- ENSEIGNES MURALES EN SURPLOMB DU DOMAINE PUBLIC

La saillie en surplomb du domaine public ne peut excéder 0,80 m.

Les enseignes doivent être perpendiculaires à la voie.

S'il existe un trottoir d'une largeur inférieure à 1,30 m l'enseigne devra se trouver au moins à 4,30 m de hauteur.

Dans le cas contraire , la hauteur ne pourra être inférieure à 3 m ( règlement de voirie).

#### 2-CONDITIONS D'INSTALLATION DES ENSEIGNES MURALES ET SUR TOITURE.

Les enseignes sont interdites contre les murs en limite séparative si elles sont dirigées vers la propriété voisine sauf accord expresse du propriétaire voisin.

Les enseignes sur toiture sont interdites à l'exception de la zone industrielle.

La hauteur de l'enseigne pourra dépasser 1m.

\*\*\*\*\*

## P R E E N S E I G N E S

DEFINITION : Constitue une préenseigne toute inscription, forme ou image indiquant la proximité d'un immeuble où s'exerce une activité déterminée.

Les préenseignes sont soumises aux dispositions qui régissent la publicité.

Leurs dimensions ne doivent pas excéder 1 M en hauteur et 1,5 M en largeur.

### LOCALISATION DES PREENSEIGNES

Les préenseignes seront installées à une distance minimum de 5 m du bord de la chaussée.

### ENSEIGNES ET PREENSEIGNES TEMPORAIRES

Sont considérées comme enseignes ou préenseignes temporaires :

1°/ Les enseignes ou préenseignes qui signalent des manifestations exceptionnelles à caractère culturel ou touristique ou des opérations exceptionnelles de moins de 3 mois,

2°/ Les enseignes ou préenseignes installées pour plus de trois mois, lorsqu'elles signalent des travaux publics ou des opérations immobilières de lotissement, construction, réhabilitation, location et vente, ainsi que les enseignes installées pour plus de trois mois lorsqu'elles signalent la location ou la vente de fonds de commerce.

Ces enseignes ou préenseignes peuvent être installées trois semaines avant le début de la manifestation et doivent être retirées une semaine au plus tard après la fin de la manifestation ou de l'opération.

\*\*\*\*\*